

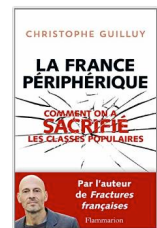


mesnardandre@wanadoo.fr

Contribution d'André-Hubert MESNARD

Réflexions d'après

André-Hubert Mesnard livre ses réflexions après la lecture du dernier livre de Christophe Guilluy "La France périphérique, ou comment on a sacrifié les classes populaires" (Flammarion 2014)



Ce livre, très documenté et argumenté, fait beaucoup réfléchir sur la géopolitique française actuelle. Il s'appuie sur les résultats des dernières élections, des sondages récents et d'autres études convergentes⁽¹⁾.

Tirons quelques apports et conclusions du livre de Guilluy, avant d'esquisser quelques réflexions pour l'action politique.

Le territoire socio-politique français se partagerait en trois ensembles qui fonctionnent différemment (p. 164 à 169 du livre) :

- Le premier ensemble, qui regroupe la majorité de la population et la grande majorité du territoire, c'est "la France périphérique et populaire, regroupant de plus en plus les catégories populaires d'origine française et d'immigration ancienne". C'est la France profonde, rurale et des petites villes et villes moyennes. Ce sont désormais aussi des zones d'accueil des populations devenues minoritaires dans les banlieues. Ce sont des zones de vote protestataire FN supérieur à la moyenne nationale et régionale.
- Le deuxième ensemble est constitué par "les banlieues ethnicisées" (de plus en plus communautarisées), marquées par "des valeurs traditionnelles au cœur de la mondialisation libérale". Ce sont les banlieues des métropoles, moins en crise économique que l'on veut bien le dire, car situées dans des zones en expansion (les dites métropoles). Elles sont désormais majoritairement peuplées d'immigrés en HLM (52 % des ZUS au niveau national, 62 % en région parisienne). Ce sont, par contre, des zones en crise identitaire provoquant le départ des populations d'origine française et aussi d'immigration ancienne.

⁽¹⁾ Principaux ouvrages cités et utilisés par l'auteur (géographe) : Laurent Davezies, "La crise qui vient. La nouvelle fracture territoriale" (Seuil 2012) ; Christophe Guilluy "Fractures françaises" (Flammarion, 2013) ; Pierre Veltz, "Paris, France, Monde, repenser l'économie par le territoire", (Editions de l'Aube) ; Michèle Tribalat, "Assimilation. La fin du modèle français", (éditions du Toucan, 2013) ; Jean-Pierre Orfeuill, "Mobilités urbaines, l'âge des possibles" (Scrineo 2013) et "La mobilité, nouvelle question sociale ?" (Sociologies, 2010) ; Thomas Piketty, "Le capital au XXI^e siècle" (Seuil 2013) ; Alain Finkielkraut, "L'identité malheureuse", (Stock, 2013), Ipsos, enquête, fractures françaises 2014 ; Isopublic/Gallup, sondage pour le "Blick", février 2014

- Le troisième ensemble est fait des métropoles mondialisées, vivant "sur le modèle élitiste, libéral, de la société ouverte". Il comprend la grande majorité des catégories supérieures et des hauts revenus. La bourgeoisie traditionnelle y est rejointe par la nouvelle bourgeoisie, plus jeune et intellectuelle du "boboland". Le clivage entre ces deux catégories est d'ailleurs relatif, à l'exception des extrêmes traditionnalistes et de la nouvelle gauche. Remparts du modèle économique dominant face au populisme, ces deux bourgeoisies constituent les soutiens des grands partis de gouvernement, allant de la droite modérée au parti socialiste. Elles appuient le pouvoir des métropoles face à la contre-société venant de la France périphérique (et des banlieues). Elles ont tendance à se rapprocher.

L'ouvrage de Christophe Guilluy, à partir de cette trame, dégage des constats jusqu'à présent occultés : de nouvelles radicalités émergent : refus du referendum européen, abstentions croissantes, surtout aux élections européennes et municipales récentes, vote FN, bonnets rouges et plans sociaux, sur des territoires situés très généralement à l'écart des métropoles mondialisées. Les territoires ruraux, les petites villes et villes moyennes ainsi que les départements d'outre-mer sont à l'écart des zones d'emplois les plus actives, qui ne parviennent pas à les tirer dans leur développement, pour, avec eux, "faire société". Le nouveau clivage entre métropoles et territoires périphériques se substitue, de plus en plus, aux concepts de classes moyennes, ouvriers, employés, paysans. Deux France se partagent le territoire : la France des métropoles et la France des fragilités sociales. Guilluy propose une liste de huit "indicateurs de fragilité" permettant de situer les communes par rapport aux moyennes nationales : pourcentage d'ouvriers par rapport à la population active, d'employés et d'ouvriers, nombre de temps partiels, d'emplois précaires, de chômeurs, de propriétaires occupants précaires, revenus, et évolution de la part des ouvriers-employés entre 1999 et 2011. Ce calcul permet de classer dans les catégories "populaires/fragiles" près de 70 % des communes regroupant 64 % de la population (p. 31) – (chiffres approximatifs, ce qui importe peu).

La dynamique sociale des grandes villes repose sur leur embourgeoisement mais aussi sur l'accueil de nouveaux flux migratoires dans le parc des logements sociaux. Ainsi, selon Michèle Tribalat, à Paris entre 1968 et 2006, la proportion d'ouvriers parmi les actifs ayant déjà travaillé, âgés de 25 à 54 ans, est passée de 25 à 8 %, et celle des cadres de 15 à 42 %. Mais la proportion des enfants d'origine étrangère est passée de 19 % en 1968 à 41 % en 2005. En Ile de France, si 61 % des ouvriers de 18-50 ans ayant déjà travaillé sont d'origine étrangère, ce n'est le cas que de 24 % des cadres seulement. Les dynamiques, à défaut des pourcentages, sont les mêmes dans l'ensemble des grandes métropoles, où le clivage social tend à recouvrir un clivage ethnique. Dans les ZUS (Zones urbaines sensibles), 52 % des habitants sont des immigrés (au niveau national). Mais la mobilité y était très forte (rapport national sur les ZUS, 2005) : 61 %. Les mieux intégrés en partent dès que possible. Celles-ci jouent donc leur rôle d'accueil et d'ascension sociale et il s'y dégage une petite bourgeoisie issue de l'immigration et éventuellement prête à partir ailleurs.

Distinction du périurbain "choisi" et du périurbain "subi", par exemple dans les banlieues d'Aix et de Marseille, ou l'Oise. Ce dernier (périurbain subi) accueille les classes moyennes basses ayant dû fuir les régions métropolitaines. D'ailleurs désormais, depuis 2014, la "géographie prioritaire" du gouvernement (d'après Guilluy) intègre toute une série de petites villes à partir du seul critère de la faiblesse du revenu des habitants (60 % du revenu médian national, 11250 euros), ce qui fait la part moins belle aux quartiers de banlieue des grandes métropoles dans la répartition des aides publiques. Sur cette base nouvelle, une centaine de petites et moyennes villes ont intégré la géographie prioritaire. Il s'agit bien là d'une prise en compte de la France périphérique, où les votes FN ont dépassé, en toutes régions, les moyennes nationales. En Bretagne, 17,1 % de votes FN aux européennes, et dans la circonscription du grand ouest (Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes), 19,3 %. Mais les grandes villes résistent bien à cette poussée (Nantes, Angers, Rennes...).

Nouvelle ruralité (et rôle des départements ?) : la réflexion sur une "nouvelle ruralité" lancée par 4 départements (Allier, Cher, Creuse et Nièvre), rejoints par une trentaine d'autres portes sur l'avenir des zones rurales et des petites villes qui ne bénéficient pas du développement des métropoles. Cette nouvelle ruralité se cherche à travers des processus de relocalisation, des circuits courts et l'affirmation d'identités locales, supports de tourisme et d'animation locale. Il s'agit bien de faire émerger dans la France périphérique une contre société dont l'objet ne sera pas principalement de se situer dans la mondialisation (à la différence des métropoles). C'est dans ce contexte que se situe l'actuel débat sur le maintien et le rôle du département, comme bouclier essentiel et moteur de la France périphérique.

Des données brutes et convergentes sur l'électorat des différentes forces politiques (p. 80 à 86 de l'ouvrage de Guilluy) méritent d'être soulignées : le FN obtient 31 % des votes chez les actifs, soit plus du double des scores obtenus par le PS (14 %) et l'UMP (15 %). Au FN, 72 % des électeurs exercent une activité ou sont au chômage, contre 57 % au PS et 44 % à l'UMP. Si l'électorat est de plus en plus âgé, en particulier au PS et à l'UMP, seuls 15 % des électeurs du FN sont âgés de 65 ans et plus, pour 31% chez le PS et 45 % à l'UMP. 74 % des électeurs du FN sont âgés de 35 à 64 ans, contre seulement 50 % de ceux du PS et 42 % de ceux de l'UMP. Ainsi, le FN est devenu un parti de jeunes, actifs, chômeurs et fragilisés ; des catégories populaires, quand les partis traditionnels rencontrent l'adhésion d'un électorat vieillissant, protégé et bénéficiaire du modèle économique contemporain, libéral et mondialisant.

Autres chiffres significatifs : en 2014, aux européennes, selon IPSOS-steria, 70 % des électeurs appartenant à des foyers gagnant moins de 20 000 euros par an se sont abstenus (contre 57 % de l'ensemble des personnes, 69 % des chômeurs, 68 % des employés et 65 % des ouvriers, 53 % des cadres supérieurs. Cette sociologie des abstentionnistes rappelle donc celle du FN.

Attitudes à l'égard de l'immigration, des questions d'identité (multiculturalisme, communautarisme...) : Selon un sondage Isopublic/Gallup pour le Blick, en février 2014, 61,8 % des allemands, 69,7 % des français, et 77,5 % des anglais voudraient limiter l'immigration. Il n'y a donc pas de spécificité française en la matière. Tous les partis de gouvernement en France, parce que structurellement minoritaires, en ont plus ou moins tenu compte, dans des débats internes en leur sein (lignes Terra Nova pour le PS, ligne Buisson pour l'UMP...). Ils ont joué, qui du "petit blanc", qui du "petit beur" ou du "petit noir", en opposant un supposé fascisme et une attitude républicaine, laïcité et identités, ou "diversités", en des débats assez confus.

La réalité serait que tous sont soucieux d'identité, c'est-à-dire de ne pas être -ou devenir- minoritaire sur son territoire. Les bourgeois éclairés du "boboland" font tout pour s'éviter à eux mêmes -et à leurs enfants- la culture dominante des émigrés de certains quartiers, tout à fait comme la bourgeoisie plus traditionnelle. Les immigrés anciens, embourgeoisés, socialement et économiquement plus intégrés, en font tout autant, redoutant l'insécurité et les zones d'immigration récentes. Les classes populaires fragilisées (ouvriers, employés, retraités.) chercheront aussi à quitter les zones d'habitat social où elles sont désormais minoritaires, et iront donc se réfugier dans la France périphérique, la France profonde, la moins chère.

Du reste, la mobilité n'est plus ce qu'elle était. Ce ne sont pas les plus pauvres et les moins formés qui émigrent, tant pour les émigrés du sud arrivant en Europe, que pour les jeunes français partant à l'étranger (plus de la moitié des presque deux millions de français installés à l'étranger auraient un niveau master ou une bonne qualification professionnelle). En France, la mobilité n'est pas un droit pour tous (Jean-Pierre Orfeuill, "La mobilité, nouvelle question sociale", Sociologies, 2010). Pour beaucoup, elle est imposée (35 kilomètres/jour pour les trajets domicile/travail), alors qu'elle n'est pas accessible pour les vacances (60 % des ouvriers ne partent pas en vacances, 30 % des cadres, 43 % des français). Par contre, la "gauche caviar" est de plus en plus une "gauche kérosène" effectivement mondialisée.

Face à cela, la France périphérique est pour beaucoup une France de "sédentaires contraints" par le contexte économique, social et foncier. (L. Davezies, "la crise qui vient, la nouvelle fracture territoriale" Seuil, 2010). On ne quitte pas facilement une zone sinistrée pour s'installer sur un territoire dynamique, et cela pour toutes sortes de raisons (logement déjà acquis qu'il faut payer, coût d'un déménagement, crainte des quartiers d'habitat social où les immigrés sont majoritaires, ou inexistence de cet habitat social dans la zone espérée). On y reste "piégé". Or, de plus, dans la France populaire et périphérique, la formation des jeunes est de qualité inférieure à celle des jeunes urbains des métropoles. Une "France de l'immobilité" est en train d'émerger dans la France périphérique, fondamentalement opposée au modèle dominant dans les métropoles dont elle ne profite pas vraiment.

Commentaires et questionnements

Une contre-société est en train de naître, qui contredit le modèle mondialisé "hors sol" et la société multiculturelle des métropoles. Ce n'est plus le village de la France tranquille des affiches électorales de F. Mitterrand, autour de son église, mais cela peut y tendre et y ressembler, par la recherche d'un hinterland, d'une sécurité culturelle où l'on ne soit pas minoritaire, mais copropriétaire d'un capital culturel autochtone. Chacun y tend, dans sa commune, son quartier, son île, sa région. Il faut être riche pour pratiquer un multiculturalisme "ouvert" dans les métropoles (à l'abri de frontières invisibles mais réelles, scolaires par exemple). Sans quoi, on cherche à se protéger par un séparatisme sommaire qui, au moins, évite les affrontements de tous les jours. On aboutit ainsi aux trois types d'ensembles analysés en début de ce développement.

La question est alors de savoir, dans ce contexte, "faire société" pour garder et développer une cohérence minimum, au sein d'une commune, d'une agglomération, d'un département, d'une région, d'un Etat, voire au niveau international (mais c'est d'abord au niveau local qu'il nous faut intervenir), et ceci malgré des identités différentes.

Comment "faire société" avec des métropoles, des banlieues, des quartiers et des territoires périphériques faits de petites villes, de villages et zones rurales ? C'est là l'enjeu de notre système politique, et des prochaines élections, locales, départementales, régionales et nationales. Peut-on faire société dans un cadre essentiellement économique de libre échange dérégulé et généralisé ? Comment faire que le développement des métropoles tire celui de la France périphérique ? Quelle représentation politique territoriale garantir à la France périphérique (par le département ?) ? Comment faire que les politiques nationales, régionales et locales n'oublient pas la France périphérique, ni les minorités ?

Quels ponts bâtir entre métropoles, banlieues et territoires périphériques ? Quelles mixités garantir, voire favoriser, entre tous ces "villages" multiculturels, pluriethniques et socialement différenciés ? Si l'on ne veut pas d'une France éclatée, il faut restaurer la confiance en l'égalité garantie par l'Etat républicain, au sein d'un minimum de droits communs, garants de l'égalité, de la parité, et de la mixité et permettant un certain mixage des populations.

Si nous ne voulons pas vivre dans une France éclatée...